

DISCOURS PRONONCÉ PAR MARC NORGUEZ POUR LE 20 000^e NUMÉRO DU MONDE le 14 mai 2009

Monsieur le Député-Maire,
Madame la Secrétaire générale,
Chers Amis, Chers Camarades,

Merci de votre présence à Ivry pour cet événement que constitue la sortie du numéro 20 000 du quotidien *Le Monde*.

Comme tout journal important, ce titre n'est pas né du hasard. Il fut d'abord le produit d'une volonté politique. C'est le général de Gaulle, a-t-on souvent expliqué, qui, à la Libération, voulait un journal indépendant, d'une grande qualité rédactionnelle, un journal de référence.

Hubert BEUVE-MERY fut le fondateur de cette réussite.

Le Monde ou *le Journal*, comme le disent souvent ses salariés, devint en effet rapidement — et pour longtemps — un quotidien incontournable et la voix de la France à l'étranger. Depuis le premier numéro du 19 décembre 1944 où il était imprimé rue des Italiens, 65 années se sont écoulées. Le monde, le vrai, a bien changé mais après 20 000 numéros *Le Monde*, le journal, a su rester essentiel au paysage de l'information, au débat d'idées, bien au-delà des frontières hexagonales. Même ceux, dont je fais partie, qui ne partagent pas la totalité de ses orientations éditoriales lisent toujours avec intérêt, conscience, et plaisir, ce monument de la presse.

Au fil de son histoire, il a connu de grands directeurs, des journalistes exceptionnels. Il a vécu également des crises internes, des périodes de difficultés économiques, des tentatives de déstabilisation. Il a toujours su surmonter ces difficultés.

La lecture des *unes* au cours de ces années démontre toujours la même volonté de sérieux et d'exhaustivité dans le traitement de l'information ainsi qu'un humanisme croyant dans des règles, dans des lois démocratiques à vocation universelle.

C'est ce beau journal que les ouvriers du Livre ont réalisé et distribué durant 20 000 jours, tout au long de ces 65 années. Comme toujours dans la presse quotidienne, chaque jour était une nouvelle aventure, un nouveau défi. C'est bien cette aventure collective que nous voulons poursuivre, ce défi, que nous voulons relever : continuer *Le Monde* à Ivry sur Seine au sein de la maison, du groupe *Le Monde*.

C'est totalement le sens de notre initiative de ce jour qui est à la fois un hommage à 65 années de travail et une mobilisation professionnelle et syndicale tournée vers l'avenir : celui du journal, de nos emplois, de nos statuts et de notre entreprise.

Pour être très clair, l'avenir ne passe pas par la vente de l'imprimerie mais par sa modernisation et son maintien au sein du groupe *Le Monde*.

C'est la revendication des salariés, notamment des 174 ouvriers, employés et cadres qui se sont exprimés par une pétition en ce sens. Cette revendication n'est malheureusement pas partagée par la direction du groupe ni par certains actionnaires.

Ces derniers affirment avec force que la vocation — la vocation, ils n'hésitent pas sur les mots ! — de l'entreprise *Le Monde*, du groupe n'est plus d'être imprimeur. Ce choix, à leurs yeux, serait celui de la modernité et correspondrait aux règles de l'économie de la presse. La plupart des quotidiens nationaux, nous disent-ils, ont renoncé à avoir leur propre imprimerie.

Il y a pourtant des exceptions, et pas les moindres : *l'Equipe*, *Aujourd'hui en France* et donc *Le Parisien*, *Le Figaro* qui reste majoritaire dans le capital de sa nouvelle imprimerie.

Les titres contraints, pour des raisons économiques ou des choix politiques, à ne plus avoir d'imprimerie ne s'en portent pas mieux. Leurs difficultés, la baisse de leurs ventes se poursuivent, et ils n'ont plus tous les moyens en propre pour se redresser et faire face à la crise.

À l'inverse, « L'Equipe » mis à part, les titres qui possèdent leurs outils de production, leurs imprimeries développent ou au moins maintiennent leur diffusion. Faut-il y voir une relation de cause à effet ?

Evidemment !

Le groupe Amaury a investi dans quatre imprimeries en France, il y a quelques années ; il n'envisage pas de les vendre.

En province, les quotidiens possèdent tous leur imprimerie. Le contraire pour eux serait impensable ! Lorsqu'un *régional* a renoncé à ses moyens d'impression, il disparaît rapidement.

En matière économique, que penser de MM. RICCOBONO, grand-père, père et fils, patrons qui construisent des imprimeries de presse depuis trois générations et qui gagnent de l'argent ? Que penser de M. CARON qui n'aspire qu'à imprimer des titres de presse en garantissant qu'il respectera les statuts et la convention de la PQN ?

La vérité économique, le modèle que présentent ceux qui veulent tuer leur chien — en l'occurrence leur imprimerie — ne reposent sur rien de tangible.

Ce serait une erreur grave pour *Le Monde* de séparer la rédaction de la fabrication. Ce ne serait ni moderne, ni une vérité économiquement indiscutable.

L'imprimerie du *Monde* n'est plus déficitaire. Un examen total et impartial des comptes le démontrerait. Sa charge de travail est importante. Elle imprime 1 200 000 copies par jour, réalise le routage de 130 00 exemplaires hebdomadaires. Elle fabrique, outre *Le Monde*, *Les Echos*, *Direct Matin Plus*, *Le Guardian* et les deux éditions du *Journal du Dimanche*.

Il y a 4 ans, les effectifs ont été réduits de 92 salariés mais la charge de travail a continué d'augmenter progressivement de manière très importante. L'imprimerie n'est pas un poids pour le groupe, elle est un atout. Elle est la garantie de l'indépendance éditoriale, cette liberté fondamentale pour la presse en général et *Le Monde*, en particulier. Ce n'est pas parce qu'un imprimeur prestataire ferait peser des menaces sur l'existence du titre ou sur son contenu, mais tout simplement parce que, chez soi, on peut faire ce que l'on veut. On peut avancer ou retarder un tirage, réaliser une ou plusieurs éditions, fabriquer des suppléments, lancer précipitamment un titre pour contrer un concurrent potentiel... Lorsque l'on dépend d'un tiers pour s'adresser aux lecteurs, on ne possède pas les mêmes libertés ou on les paye plus cher.

Il n'y a donc aucune raison de vendre une imprimerie qui est à l'équilibre et reste un atout pour le groupe. Pour qu'elle le demeure, il faut la moderniser et notamment, installer une nouvelle rotative. Son prix serait de 20 à 30 millions d'euros ; ce n'est pas rien, c'est le prix d'un collègue, comme le Collège Aimé Césaire qui va être inauguré dans quelques jours à Villejuif.

Le groupe *Le Monde* SA dit ne pas pouvoir réaliser cet investissement. Nous pensons, au contraire, que si l'on veut financer cet investissement, on le peut. Il faut commencer par interpeller les pouvoirs publics. Nous sortons d'une intense période de réflexion sur l'avenir de la presse avec les Etats généraux. Il est temps de passer aux actes pour que la déception ne succède pas à l'espérance mesurée que quelques-uns pouvaient avoir. Les aides à la presse ne peuvent se limiter à des dérogations fiscales pour les entreprises de portage ou à différer d'un an l'augmentation des tarifs postaux de la presse.

La presse quotidienne n'est pas une marchandise comme les autres, c'est pour nous tous une évidence ; elle reste néanmoins une industrie qui nécessite un soutien et un appui des pouvoirs publics.

À côté de l'État, il y a les partenaires, actionnaires ou clients de l'entreprise ; ils qui ont largement les moyens de participer à cet investissement et doivent être sollicités.

Disons-le comme nous le pensons, la direction actuelle du groupe, à l'inverse de la précédente, préférerait se séparer, se débarrasser de l'imprimerie pour des raisons politiques. Elle tente de convaincre autour d'elle mais elle est en difficulté car elle se heurte à une contradiction. En interne, elle doit convaincre que l'imprimerie est un poids et une faillite permanente. Cela est faux, nous le savons. Mais pour trouver un acheteur, but de toute vente, il faut mettre en avant ses atouts. Si l'imprimerie est déficiente et/ou déficitaire, qui voudra l'acquérir ? Si elle est performante, pourquoi la vendre ?

Devant cette difficulté, cette contradiction, certains à la direction ont imaginé qu'en transformant l'imprimerie, en remettant en question sa conception, sa nature d'imprimerie de presse, ils pourraient s'en débarrasser plus facilement. Avec cet objectif, ils tentent d'ouvrir des négociations en utilisant le prétexte de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

L'imprimerie du *Monde* est une imprimerie de presse qui fonctionne plutôt bien, sa charge de travail est importante, les effectifs sont loin d'être pléthoriques. Son existence est indispensable à l'ensemble de la presse parisienne, pour des raisons industrielles et pas seulement sociales.

Alors, encore une fois, pourquoi tenter de déstructurer, d'abîmer ce qui réussit ? Seulement pour satisfaire les obsessions de quelques-uns qui sont, en vérité, en dehors des réalités, des traditions et des possibilités de notre profession ?

Mais oui, 100 fois oui à une GPEC dans les entreprises, dans les groupes de presse et de communication, dans la branche. Les syndicalistes de la presse ont d'ailleurs une certaine expérience et quelques réussites dans ce domaine. Et c'est grâce à cette expérience que l'on ne nous fera pas prendre des vessies pour des lanternes, ni une GPEC pour un PSE, pour un nouveau plan social.

Personne ne nous fera croire que les problèmes d'emplois seront résolus simplement par la mise en place d'un calendrier de réunions. Les véritables solutions passent par une bataille syndicale que nous sommes bien résolus à mener.

La sortie par le haut est bien la modernisation de l'imprimerie et son maintien dans le groupe *Le Monde*, y compris pour que la GPEC ait un sens. La bonne méthode est celle qui consiste à négocier véritablement, à écouter ses interlocuteurs pour améliorer la productivité sans dégrader les conditions de travail, sans détruire les emplois et en augmentant la charge de travail. C'est ce que propose le SGLCE en militant avec cet objectif, en signant des accords et en les appliquant.

Dans les semaines et mois qui viennent, notre syndicat poursuivra son action avec la même détermination qu'il a déployée sur d'autres dossiers afin de parvenir à moderniser et à conserver cette imprimerie de presse au sein de son groupe.

Certains nous font remarquer que nous demandons beaucoup : pérenniser le site, moderniser l'outil de travail, confirmer son statut d'entreprise de presse... C'est exact, nous avons des objectifs qui peuvent sembler ambitieux ! Nous les avons parce que nous ne nous résignons pas à toujours devoir nous contenter du moindre mal, qui serait préférable au pire. Vous me permettez ce clin d'œil à nos prédécesseurs qui disaient que « rien n'est trop beau pour la classe ouvrière ».

Ces objectifs se recourent, se complètent, se renforcent et forment une revendication unique pour les salariés. Cette revendication est juste professionnellement, économiquement et socialement. Elle ne peut donc que réussir.

Depuis 65 ans, les journalistes et les *techniques* du *Monde* réalisent ensemble un grand journal. Qui serait assez qualifié ou assez fou pour décider que cela devrait se terminer ? La raison commande de tenir tête à ceux qui ne conçoivent la presse que sous l'angle de la finance.

Nous y sommes prêts, une fois de plus. Nous savons que les forces existent au sein du journal pour continuer sur la bonne voie, celle qui consiste à refaire ensemble tous les jours le monde, un monde toujours plus beau, toujours plus libre.

Nous pouvons gagner mais ce n'est pas certain ; il faut donc nous rassembler encore davantage pour conserver et développer notre titre, nos emplois, nos outils de travail et nos statuts. Nous sommes confiants et motivés ; la forte participation aujourd'hui, votre présence renforcent notre optimisme.

Merci de votre attention et vive l'unité de tous les salariés de la presse et du Livre !